

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 Quimper

Quimper, le **2 - JUL. 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **QUARTZ ET MINERAUX**

Carrière de Kergouhine  
29300 Arzano

Références : ENV-D-25. **258**  
Code AIOT : 0005502667

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement QUARTZ ET MINERAUX implanté Coasvout 29410 Saint-Thégonnec Loc-Eguiner. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- QUARTZ ET MINERAUX
- Coasvout 29410 Saint-Thégonnec Loc-Eguiner
- Code AIOT : 0005502667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Quartz et Minéraux exploite une carrière et ses installations de traitement autorisées par arrêté préfectoral du 6 juillet 2011.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Sécurité/sûreté

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 7.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 9.3.	Demande d'action corrective	6 mois
5	Registre des émissions et de transferts de polluants et des déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Affichage	Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Bruit	Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 11	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre les actions curatives permettant de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 10/10/2023. Cependant, l'exploitation est utilisée comme réserve foncière et n'est donc pas conduite conformément au phasage à la base de l'arrêté d'autorisation. Ainsi, les très faibles quantités annuelles extraites ne permettent pas de respecter les plans de phasage et de maintenir les aménagements tels que les bassins de décantation dans un état compatible avec leur fonction.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Affichage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 23/08/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 10/11/2023</li> </ul>

<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant devra mettre en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"> <li>• son identité,</li> <li>• la référence de l'autorisation,</li> <li>• l'objet des travaux,</li> <li>• l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence de panneaux au niveau des 3 voies d'accès du site. Les panneaux contiennent la totalité des indications prescrites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/08/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/01/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Il est procédé une fois tous les trois ans à un contrôle des niveaux sonores aux points indiqués ci-dessus.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant met à disposition de l'inspection le rapport de contrôle des niveaux sonores n°2504HSECO000136 réalisé le 19 mai 2025 par la société SOCOTEC. Ce rapport ne révèle aucune non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 3 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 7.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Principe d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation sera conduite conformément à celle décrite dans le dossier de demande et aux plans de phasage joints au présent arrêté. La hauteur maximale des fronts de taille est de <b>7,5 m</b> . [...]
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les fronts de taille n'excèdent pas 7,5 m.

L'exploitant déclare à l'inspection que la carrière est une réserve foncière dont il n'exploite annuellement que 4 000 tonnes en moyenne sur les 30 000 tonnes autorisées.

L'inspection constate que les plans de phasage ne sont pas respectés. La conduite de l'exploitation n'est donc pas conforme à celle décrite dans le dossier de demande.

Il appartient à l'exploitant de :

- mettre en cohérence les plans de phasage au regard des quantités moyennes extraites annuellement ;
- transmettre à l'inspection des installations classées les plans de phasage mis à jour.

L'inspection note que les quantités produites sont très inférieures à celle fixée par l'article 1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en ce sens au présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 4 : Prévention des pollutions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 9.3.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux de ruissellement et d'exhaure

**Prescription contrôlée :**

Les eaux de ruissellement et d'exhaure sont collectées avant rejet. Elles transitent avant rejet par des bassins de décantation situés en fond d'excavation. Elles sont ensuite pompées vers un autre bassin de décantation. Un bassin de type « terres humides » complète le dispositif de traitement afin le cas échéant de neutraliser les eaux d'exhaure et de permettre leur infiltration. L'efficacité du traitement est régulièrement contrôlée à une fréquence suffisante.

**Constats :**

L'inspection constate :

- la présence d'un bassin en fond d'excavation ;
- l'absence de système de transfert vers un autre bassin de décantation et de rejet au milieu.

L'exploitant déclare à l'inspection que les bassins de décantation ne sont plus accessibles.

Il appartient à l'exploitant d'assurer la remise en état complète du dispositif de décantation prévu par le dossier de demande.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 5 : Registre des émissions et de transferts de polluants et des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Informations de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

Ce registre contient les informations suivantes :

- l'identification de l'établissement ;
- les quantités rejetées de chacun des polluants visés à l'annexe II dans l'eau, l'air et le sol ;
- les quantités produites, expédiées ou traitées de déchets dangereux et non dangereux ;
- les volumes d'eau prélevée et rejetée ;
- les informations relatives aux milieux impactés ;

qui sont déclarées chaque année dans les conditions précisées au titre II du présent arrêté.

[...]

**Constats :**

L'inspection constate que l'exploitant a déposé une télédéclaration annuelle des émissions polluantes le 26/03/2025 sur la plateforme GEREP.

Cependant, les informations relatives à l'établissement ne sont pas celles de la carrière objet de la déclaration. En effet, la carrière identifiée est celle située à Arzano.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de vérifier et mettre à jour les informations contenues dans la télédéclaration déposée sur la plateforme GEREP.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois



Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° XXXX du XXXXX  
IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES  
À LA SOCIÉTÉ QUART ET MINÉRAUX EXPLOITANT UNE CARRIÈRE  
SITUÉE LIEU-DIT COASOUT À SAINT-THÉGONNEC**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°15/11 AI du 6 juillet 2011 portant renouvellement d'autorisation d'exploiter la carrière du « Coasvout » à SAINT THEGONNEC par la société IMERYS CERAMICS France ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 19 avril 2013 portant changement d'exploitant de la carrière de « Coasvout » à SAINT THEGONNEC ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du XX juin 2025 ;
- VU** le courrier transmis à l'exploitant le XX juin 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par XXX en date du XXX 2025 ou l'absence d'observation de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 10 juin 2025, l'inspection constate que les quantités annuelles de matériaux extraits sont significativement inférieures à celle fixée par l'arrêté du 6 juillet 2011 ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de conduire l'exploitation conformément au dossier de demande ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'actualiser les plans de phasage afin d'exposer les différents stades d'exploitation et la remise en état ;

**CONSIDÉRANT** que, conformément à l'article L. 181-14 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 du même code à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du FINISTÈRE ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1**

La société QUARTZ ET MINÉRAUX (AIOT n°0005502667) située à Kergouhine sur le territoire de la commune de Arzano autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de quartz, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour les installations situées lieu-dit Coasvout, sur le territoire de la commune de Saint-Thégonnec. Le présent arrêté s'applique sans préjudice des actes préfectoraux antérieurs.

### **Article 2**

L'exploitant établit et met à jour les plans de phasage et de remise en état de la carrière en fonction des projections de production de matériaux.

### **Article 3**

Les plans susmentionnés à l'article 2 sont transmis au préfet dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 4**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessibles par le site Internet <https://www.telerecours.fr> :

- 1) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) l'affichage de l'extrait de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la Préfecture prévue au 40 du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).

### **Article 5**

Le Préfet du Finistère, la Maire de SAINT-THÉGONNEC LOC-EGUINER, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Bretagne sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société QUARTZ ET MINÉRAUX et dont une copie sera adressée à la maire de SAINT-THÉGONNEC LOC-EGUINER.

Quimper, le

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

### **Destinataires :**

- M. le Préfet du Finistère
- M. le Directeur de QUARTZ & MINÉRAUX
- Mme. la maire de SAINT-THÉGONNEC LOC-EGUINER
- DREAL Bretagne / UD 29